

« Les citoyens doivent être parties prenantes dans l'élaboration d'une action de promotion de la santé »

Entretien avec
Anne Laurent,
directrice,
Institut Renaudot.

La Santé en action : Pourquoi l'Institut Renaudot associe-t-il les usagers aux actions en santé ?

Anne Laurent : Il est dans notre ADN¹ d'associer l'ensemble des acteurs : professionnels, bénévoles, associations, élus, habitants du territoire sur lequel nous travaillons sur les questions de santé. C'est l'essence même des démarches communautaires en santé. L'objectif : s'appuyer sur le partage des expériences, des connaissances et des pouvoirs pour parvenir à des décisions concertées sur des solutions plus efficaces. La place des usagers dans cette approche est essentielle : leurs connaissances n'ont pas moins de valeur que la technicité des professionnels. Chacun a une expertise. On voit la pertinence d'une telle approche avec la crise sanitaire actuelle : il a fallu du temps pour que les violences domestiques, les problèmes de santé mentale, les addictions... soient pris en compte dans la gestion politique de la pandémie Covid-19, alors que dès les premières semaines, les habitants et les acteurs de terrain avec lesquels nous étions en contact partageaient déjà leurs expériences et leurs inquiétudes à ce sujet.

S. A. : Comment s'organise la participation des habitants préalable à une action en santé ?

A. L. : Lorsque nous lançons un projet, nous allons vers les habitants pour les associer à la réflexion et à l'action avec des méthodologies et des approches qui favorisent l'équité, et qui leur permettent de partager leur savoir d'expérience, puis l'expérience de la démarche à laquelle ils ont participé. Cette démarche renforce leurs capacités individuelles et collectives à agir. Concrètement, il s'agit de créer un cadre favorable pour permettre cette expression. Ces savoirs sont enrichis par l'ensemble des participants. La confrontation de ces situations concrètes d'expériences individuelles – qui peuvent être similaires – construit peu à peu ce que Patrick Lechaux

qualifie de « généralité ». Pour faciliter ce partage des savoirs entre citoyens-usagers et professionnels, nous mettons à jour le fait qu'ils ont une partie des réponses, mais aussi qu'ils ont en commun des « méconnaissances ». C'est un formidable levier pour les démarches communautaires en santé : partant de l'accès aux savoirs académiques, nous expérimentons l'élaboration d'espaces partagés entre des habitants-usagers-citoyens et des professionnels autour de publications scientifiques dans le cadre d'un projet sur les addictions. Le principe : se poser une question, trouver des ressources accessibles, les lire ensemble, les analyser, les discuter et en partager les éléments essentiels. Autre exemple : dans les Hauts-de-France, nous avons construit une stratégie de dépistage des cancers à destination des publics éloignés de la prévention. Nous avons associé les habitants dans les quartiers, via les associations et les structures d'hébergement. Une vingtaine d'habitants et de professionnels participaient aux rencontres ; puis le projet s'est essouffé et ne restaient présents que les professionnels. Nous avons compris, grâce au travail d'une chercheuse qui nous accompagne, que notre méthode était parfois trop contraignante : nous proposons aux habitants de participer, mais ils ont pu vivre notre « exigence » méthodologique comme une injonction ; cela allait à l'encontre de la spontanéité dans les échanges et d'un certain désordre dont ils avaient finalement besoin. Pour mener ce type de réflexion participative, il faut bien sûr un cadre. Cependant, il faut veiller à la façon dont on le partage avec les participants et laisser des marges de liberté pour l'adapter ensemble. Les citoyens doivent être parties prenantes dans l'élaboration d'une action de promotion de la santé.

S. A. : Quelles difficultés rencontrez-vous ?

A. L. : La plupart de nos actions font aujourd'hui suite à des commandes institutionnelles, elles s'inscrivent rarement dans le cadre d'une mobilisation d'habitants. Ce sont des démarches verticales auxquelles l'approche communautaire en santé donne de l'horizontalité. Il n'est alors pas toujours

simple de mobiliser les usagers et de les embarquer. Rarement, la demande émane de leur part. Cela nécessite de passer par une phase d'explicitation de notre démarche pour que chacun se l'approprie et trouve un lien entre ses propres besoins, sa propre expérience et notre sollicitation. L'évaluation des actions pose aussi quelques problèmes, tant les indicateurs quantitatifs souvent privilégiés par les institutions ne se prêtent pas à donner une image juste de la manière dont un projet s'est déroulé. Les choses progressent, mais il nous faut encore démontrer l'intérêt d'approches évaluatives réalistes et plus qualitatives pour mettre à jour ce que ces démarches produisent particulièrement sur le pouvoir d'agir, les changements de pratiques...

S. A. : En quoi vos interventions permettent-elles de contribuer à construire des données probantes ?

A. L. : Acteurs en promotion de la santé, nous accompagnons des projets de terrain. L'évaluation de nos actions, l'analyse de notre expérience et les capitalisations nous permettent d'élaborer une connaissance expérientielle contributive de la construction de données probantes. Nous réfléchissons à une méthode et mettons en œuvre une expérimentation pour compléter les données recueillies auprès des porteurs de projets par un recueil auprès des participants. Nous explorerons notamment les stratégies de mobilisation des habitants-usagers-citoyens, leurs motivations à la participation, les processus de croisement des savoirs que nous mettons en place, l'impact des démarches communautaires sur l'empowerment individuel et collectif. Nous avons construit des grilles qui nous permettent d'analyser collectivement l'évolution de l'empowerment d'un groupe, ce qui nous fournit des données précieuses sur les leviers et les freins à celui-ci. ■

Propos recueillis par **Nathalie Quéruel**,
journaliste.

1. L'Institut Renaudot est une association visant à promouvoir les démarches communautaires en santé.

Dossier
Santé des populations : conjuguer données scientifiques et savoirs issus de l'expérience